

Overwegende dat die afwijking overigens niet inhoudt dat die verbodsbepalingen opgeheven worden voor derden die het reservaat bezoeken;

Overwegende dat die afwijking dan ook gegrond en evenredig is;

Op de voordracht van de Minister van Natuur,

Besluit :

Artikel 1. De aan het Waalse Gewest toebehorende 11 ha 14 a 78 ca grond die kadastraal bekend zijn of waren als volgt, worden opgericht als domaniaal natuurreservaat "Le Pré de Falemprise" :

| Gemeente | Afdeling | Sectie | Plaatsnaam | nr. perceel | Oppervlakte (ha) |
|-----------------|----------------|--------|------------|-------------|------------------|
| Cerfontaine | 3 - Silenrieux | D | Falemprise | 145 a pie | 9,7729 |
| Cerfontaine | 3 - Silenrieux | D | Falemprise | 35 d | 1,3749 |
| Totaal : | | | | | 11,1478 |

Het domaniaal natuurreservaat staat afgebakend op de in bijlage bij dit besluit opgenomen kaart.

Het bijzonder beheerplan van het reservaat wordt goedgekeurd en ligt ter inzage bij de houtvesterij van het Departement Natuur en Bossen waarop het reservaat zich bevindt.

Art. 2. Het personeelslid van de Waalse Overheidsdienst dat belast is met het beheer van het domaniaal natuurreservaat is de Ingenieur-houtvester van het Departement Natuur en Bossen belast met het grondgebied waarop het reservaat zich bevindt.

Art. 3. In het belang van de wilde fauna en flora alsook van de instandhouding van de natuurlijke habitats van het reservaat kan worden afgeweken van de verbodsbepalingen van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 voor de uitvoering van de handelingen met het oog op de inrichting en het beheer van het reservaat.

Art. 4. In het belang van de wilde fauna en flora alsook van de instandhouding van de natuurlijke habitats van het reservaat kan de Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen toelaten om van de verbodsbepalingen van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 af te wijken in het kader van wetenschappelijke onderzoeken en opvolgingen en na advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature".

Art. 5. De toegang van het publiek in het reservaat wordt beperkt tot de behoorlijk bebakende wegen en plaatsen.

Art. 6. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;
C. DI ANTONIO

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203624]

30 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 28, § 3, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 22 décembre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu l'avis de la Cellule autonome d'avis en Développement durable, donné le 21 février 2014;

Vu l'avis n° 55.803/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les réclamations et observations émises dans le cadre des enquêtes publiques sur les arrêtés de désignation des sites Natura 2000 organisées entre le 1^{er} décembre 2012 et le 8 février 2013;

Considérant que de nombreuses réclamations sont relatives aux mesures imposées dans les unités de gestion « Milieux ouverts prioritaires » (UG2) et l'unité de gestion « Prairies habitats d'espèces » (UG3);

Considérant qu'en ce qui concerne l'UG2, la plupart des réclamations concernent les interdictions suivantes : « le stockage, l'épandage de tout amendement et de tout engrais minéral ou organique, dont fumiers, fientes, purins, lisiers, composts, boues d'épuration, gadoues de fosses septiques » ainsi que sur « tout pâturage et toute fauche entre le 1^{er} novembre et le 15 juin, sauf lorsque ces actes sont prévus dans un plan de gestion »; qu'en ce qui concerne l'UG3, la majorité des réclamations sont liées à l'interdiction de « tout pâturage et toute fauche entre le 1^{er} novembre et le 15 juin, sauf lorsque ces actes sont prévus dans un plan de gestion » ainsi que la soumission à autorisation des « apports d'engrais organiques sauf pendant la période du 15 juin au 15 août »;

Considérant qu'il convient dès lors d'adapter l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 afin de prévoir davantage de souplesse dans les mesures applicables aux UG2 et 3 tout en assurant l'objectif de maintien ou de rétablissement de l'état de conservation des espèces et des habitats d'intérêts communautaire;

Considérant qu'il importe également de préciser certaines autres mesures;

Sur la proposition du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables, il est inséré un 12^o comme suit :

« 12^o U.G.B. : unité gros bétail au sens de l'annexe V du Règlement (CE) n^o 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n^o 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural en abrégé « FEADER ». ».

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, *a*), les mots « sauf lorsque les actes sont prévus dans un plan gestion, », sont insérés avant les mots « le stockage »;

2^o au 1^o, le *c*) est remplacé par ce qui suit :

« *c*) sauf pâturage à faible charge ou autre modalité de gestion appropriée, prévus par un plan de gestion, tout pâturage et toute fauche entre le 1^{er} novembre et le 15 juin; ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, le *a*) est remplacé par ce qui suit : « *a*) sauf lorsque les actes sont prévus dans un plan gestion, les apports d'engrais organiques en dehors de la période du 15 juin au 15 août; »;

2^o un paragraphe 2 est inséré et est rédigé comme suit :

« § 2. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, *b*), n'est pas d'application en cas d'information préalable. Dans ce cas, les interdictions et mesures préventives prévues au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, *b*), sont remplacées par les interdictions suivantes :

1^o une charge instantanée par hectare supérieure à quatre U.G.B.;

2^o une charge annuelle moyenne par hectare supérieure à une U.G.B.;

3^o toute fauche, tout ébousage et tout étaupinage entre le 15 avril et le 1^{er} octobre.

L'information préalable visée à l'alinéa 1^{er} est réalisée par l'occupant de la parcelle, soit :

1^o au moyen de la déclaration de superficie au sens de l'article 1^{er}, 11^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale;

2^o pour les personnes ne rentrant pas de déclaration de superficie, auprès de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts compétente par le biais d'un courrier recommandé ou par tout envoi conférant date certaine spécifiant le cahier des charges retenu. ».

Art. 4. Dans l'article 6, 1^o, *b*), du même arrêté, les mots « il faut maintenir cinquante pour cent de la superficie de chaque bande non fauchée ou non pâturée » sont remplacés par les mots « une bande refuge non fauchée est maintenue à chaque fauche sur une largeur minimale de deux mètres ».

Art. 5. Dans l'article 9, 2^o, *a*), les mots « l'abattage sélectif des cultivars de peupliers suivi ou non de replantation et » sont insérés entre le mot « hormis » et les mots « les interventions pour cause de sécurité publique ».

Art. 6. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203624]

30. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 28, § 3, Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund des am 21. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des am 16. April 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 55.803/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Beschwerden und Bemerkungen, die im Rahmen der vom 1. Dezember 2012 bis zum 8. Februar 2013 durchgeführten öffentlichen Untersuchungen über die Bezeichnungserlasse der Natura 2000-Gebiete geäußert wurden;

In der Erwägung, dass zahlreiche Beschwerden die in den Bewirtschaftungseinheiten "prioritäre offene Lebensräume" (BE 2) und in der Bewirtschaftungseinheit "Wiesen als Lebensraum von Arten" (BE 3) auferlegten Maßnahmen betreffen;

In der Erwägung, dass, was die BE 2 betrifft, die meisten Beschwerden die folgenden Verbote betreffen: "die Lagerung, das Ausbringen von Dünger und mineralischen oder organischen Bodenverbessern einschließlich des Mistes, des Vögelkots, der Jauche, der Gülle, des Komposts, des Klärschlammes und der Fäkalien aus Faulgruben" sowie "das Weiden und Mähen zwischen dem 1. November und dem 15. Juni, außer wenn diese Handlungen in einem